



EUROPEAN CONVENTION
ON HUMAN RIGHTS
CONVENTION EUROPÉENNE
DES DROITS DE L'HOMME
1950 - 2025

75



Strasbourg, 04/12/2025

GME(2025)R4

GRUPE MULTIDISCIPLINAIRE AD HOC SUR L'ENVIRONNEMENT (GME)

4^e réunion
10-12 mars 2025

RAPPORT DE RÉUNION

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LA PRÉSIDENTE DU GME

Le Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement (GME) a tenu sa 4^e réunion à Strasbourg du 10 au 12 mars 2025. La présidente, Mme Maria DIAMANTOPOULOU, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux participant·es.

2. ADOPTION DU RAPPORT DE LA 3^E RÉUNION DU GME ET DE L'ORDRE DU JOUR DE LA 4^E RÉUNION

Le GME adopte le rapport de sa 3^e réunion (GME(2025)R3) et l'ordre du jour de sa 4^e réunion, tel qu'il figure à l'Annexe I. La liste des participant·es fait l'objet de l'Annexe II.

3. DÉVELOPPEMENTS RELATIFS AU CONSEIL DE L'EUROPE

M. Rafael BENITEZ, directeur des Droits sociaux, de la Santé et de l'Environnement, informe le GME que l'Assemblée parlementaire, en coopération avec les délégations de la Belgique et du Luxembourg, a organisé une conférence intitulée « [Le rôle des Parlements nationaux dans la protection du droit à un environnement sain](#) » le 14 février 2025 au Luxembourg, et que le GME y a été représenté par sa vice-présidente, Mme Charlotte BLONDEL.

Mme Charlotte BLONDEL explique que, lors de cette conférence, elle a participé à un panel sur les initiatives en cours au Conseil de l'Europe en matière d'environnement. Elle y a présenté les travaux du GME dans le cadre du processus de Reykjavik, la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement et ses objectifs, ainsi que le projet de création d'un comité intergouvernemental sur l'environnement.

La représentante de l'Assemblée parlementaire, Mme Aurora FLORIDIA, qui a aussi participé à la conférence en sa qualité de présidente du Réseau parlementaire pour un environnement sain, souligne la nécessité d'un lien entre les travaux du Conseil de l'Europe et ceux des parlementaires.

M. BENITEZ informe le GME des préparatifs de la session ministérielle qui se tiendra en mai 2025 au Luxembourg et dont un volet important sera consacré à l'environnement. Au programme de la session ministérielle figurent en effet le projet de [Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal](#), qui est prêt à être adopté, et le projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement. Il est prévu que ces deux textes soient adoptés lors de cette session ministérielle.

Mme Eva PASTRANA, cheffe de la Division du droit pénal (CDPC), évoque aussi l'état d'avancement du projet de Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal. Les participant·es sont encouragé·es à soutenir les efforts visant à promouvoir la signature et la ratification de la convention dans leurs pays respectifs une fois qu'elle aura été adoptée. Il est précisé que des discussions sont en cours avec les partenaires de l'Union européenne, notamment avec les représentant·es de la DG Justice et de la DG Environnement qui ont participé activement aux négociations sur le projet de convention. Mme PASTRANA ajoute que, pour entrer en vigueur, la convention doit avoir été ratifiée par au moins dix signataires, dont au moins huit doivent être des États membres du Conseil de l'Europe.

Par ailleurs, M. BENITEZ annonce qu'une conférence ministérielle sera organisée par les autorités italiennes les 27 et 28 octobre 2025 à Florence pour marquer le 25^e anniversaire de la Convention du Conseil de l'Europe sur le paysage.

M. BENITEZ informe le GME du sujet de l'étude sur la nécessité et la faisabilité d'un ou de plusieurs nouveaux instruments sur les droits humains et l'environnement, réalisée par le Groupe de rédaction du CDDH sur les droits humains et l'environnement ([CDDH-ENV](#)). Le rapport a été présenté au Comité des Ministres à deux reprises et des discussions ont été entamées au sein du Groupe de rapporteurs sur les droits de l'homme (GR-H). Le GR-H a demandé au Secrétariat de préparer un document sur la nature et la portée du droit et sur la meilleure façon de procéder.

M. BENITEZ évoque aussi la possibilité, pour le GR-H, de discuter d'une éventuelle décision concernant la poursuite des travaux du GME sur l'environnement au sein du Conseil de l'Europe, dans le cadre des suites données à la Déclaration de Reykjavik, qui appelle à créer un comité intergouvernemental sur l'environnement au sein du Conseil de l'Europe.

4. ADOPTION DU PROJET DE STRATÉGIE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ENVIRONNEMENT

Mme Elda MORENO, conseillère spéciale pour l'environnement, a présenté au GME le nouveau projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'Environnement (voir Annexe III), qui a été révisé sur la base des commentaires soumis à la suite de la 3^e réunion, tenue en février 2025.

Mme MORENO présente la dernière version révisée du projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'Environnement (document GME(2025)4) et renvoie aux informations générales contenues dans le document, qui expliquent l'approche suivie par le Secrétariat pour préparer le projet, en tenant compte de tous les commentaires reçus du GME (document GME(2025)3). Le projet s'inspire d'autres stratégies transversales du Conseil de l'Europe. Les descriptions des actions et défis environnementaux ont été remplacées par des notes de bas de page invitant à consulter les sources pertinentes. Les termes convenus ont été privilégiés et le nombre d'objectifs a été réduit, de manière à ce qu'ils correspondent mieux à l'expertise du Conseil de l'Europe et à la valeur ajoutée qu'il peut apporter.

Certains des commentaires et des changements proposés n'ont pas été intégrés dans le projet révisé, notamment lorsque les commentaires étaient incompatibles avec la nature d'un document stratégique, lorsqu'ils risquaient de compromettre l'équilibre du document en se concentrant trop sur un nombre restreint de questions ou de politiques et, enfin, lorsque les changements allaient à l'encontre de normes juridiquement contraignantes déjà en vigueur.

Le GME se déclare globalement satisfait du projet révisé et salue le travail accompli par le Secrétariat depuis la dernière réunion. Le contenu et la structure de la Stratégie sont longuement discutés, examinés et commentés.

Les appels à une intégration plus poussée de la perspective des droits de l'enfant dans la Stratégie sont réitérés, afin de créer un cadre global.

Des États membres indiquent que certaines formulations ou certains paragraphes ne leur paraissent pas acceptables sous leur forme actuelle. Les discussions portent notamment sur les points suivants : la question de la reconnaissance politique ou juridique du droit à un environnement sain (les ONG se montrent très favorables à ce que des références à la reconnaissance juridique de ce droit figurent dans le texte du projet de Stratégie), et l'inclusion ou la suppression de la référence à l'extraterritorialité (plusieurs États membres demandent d'ajouter des réserves à certains paragraphes du projet de Stratégie dans les notes de bas de page).

Les États membres du GME, les participants et les observateurs sont invités à envoyer au Secrétariat (à l'adresse GME@coe.int) leurs propositions supplémentaires concernant le projet de Stratégie révisé, en se limitant de préférence aux questions d'importance majeure, dès que possible et au plus tard le 13 mars 2025.

5. EXAMEN DU PROJET DE PLAN D'ACTION AFFÉRANT AU PROJET DE STRATÉGIE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ENVIRONNEMENT

Mme MORENO présente le projet de Plan d'Action lié au projet révisé de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'Environnement (document GME(2025)5) (voir Annexe IV). Le projet de Plan d'Action a été élaboré conformément aux objectifs stratégiques convenus par le GME lors de sa 3^e réunion, en février 2025, afin d'assurer la cohérence entre les deux textes.

Il est souligné que le Plan d'Action sera un document évolutif. Le GME est invité à examiner le Plan d'Action sous sa forme actuelle et à en prendre note, de manière à ce qu'il puisse être soumis au Comité des Ministres en mai 2025 au Luxembourg.

Le GME se déclare globalement satisfait du projet de Plan d'Action. Le texte est largement discuté et commenté.

Le GME demande des précisions sur l'adoption du Plan d'Action. M. BENITEZ explique que la procédure n'est pas la même que pour la Stratégie et que le GME est seulement invité à prendre note du projet de Plan d'Action et à le transmettre au Comité des Ministres pour examen, conformément à son mandat. Il est également rappelé qu'il s'agit d'un document vivant qui évoluera au fil du temps, notamment en fonction des discussions sur le Programme et Budget qui auront lieu au cours du second semestre 2025.

En outre, il est souligné que le Plan d'Action comprend des activités pour lesquelles le GME, en tant que comité intergouvernemental, n'a pas de pouvoir de décision ni de rôle spécifique à jouer. Les activités menées, par exemple, par l'Assemblée parlementaire ou le Congrès sont des activités d'organes autonomes du Conseil de l'Europe, seuls habilités à prendre des décisions en la matière. Ces activités sont mentionnées pour information de la même manière qu'elles ont été présentées dans le Recueil. D'ici la fin de l'année, le GME devra élaborer un rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la Stratégie dans son ensemble, dans lequel figureront notamment les activités déjà réalisées.

Le GME prend note de la nature indicative du document et reconnaît qu'il s'agit d'un document dynamique qui évoluera au fil du temps.

Les États membres du GME, les participants et les observateurs sont invités à envoyer au Secrétariat (à l'adresse GME@coe.int) leurs propositions supplémentaires concernant le projet de Plan d'Action relatif au projet de Stratégie révisé, en se limitant de préférence aux questions d'importance majeure, dès que possible et au plus tard le 13 mars 2025.

6. DIVERS

M. BENITEZ évoque la participation du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à la COP30, qui

se tiendra à Belém, au Brésil, en novembre 2025. Il invite les représentant·es des États membres à envisager la possibilité d'associer le Conseil de l'Europe à toute manifestation organisée en marge de la COP ou à tout événement de haut niveau qu'ils pourraient planifier. Il met notamment l'accent sur la représentation potentielle du Conseil de l'Europe par le Secrétaire Général, le Président de l'Assemblée parlementaire ou le Président du Congrès. En outre, M. BENITEZ informe le GME qu'un appel écrit sera envoyé aux États membres à la suite de la réunion pour formaliser cette demande. Le GME échange de premières idées sur la participation du Conseil de l'Europe à la COP30.

7. AVANT-PROJET D'ORDRE DU JOUR, DATE ET LIEU DE LA 5^E RÉUNION DU GME

Le GME adopte l'avant-projet d'ordre du jour de sa 5^e réunion, qui se tiendra en ligne et à Strasbourg, du 2 au 4 décembre 2025 (voir Annexe V). Le GME charge le Bureau de faire une proposition concernant la durée de la réunion.

8. ADOPTION DU RAPPORT ABRÉGÉ

Le GME adopte le rapport abrégé de sa 4^e réunion, tel qu'il figure à l'Annexe VI.

Annexe I - Ordre du jour de la 4^e réunion du GME

Annexe II - Liste des participant·es

Annexe III - Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement

Annexe IV - Plan d'action relatif à la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement

Annexe V - Avant-projet d'ordre du jour de la 5^e réunion du GME

Annexe VI - Rapport abrégé de la 4^e réunion du GME

Annexe I - Ordre du jour de la 4^e réunion du GME4^{ème} réunion

10 – 12 mars 2025

Conseil de l'Europe – Agora G03

(ouverture à 9h30 le 10 mars et clôture à 12h30 le 12 mars 2025)

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion par la Présidente du GME
2. Adoption du rapport de la 3^e réunion du GME et de l'ordre du jour de la 4^e réunion
[GME(2025)R3prov, GME(2025)OJ4prov]
3. Développements relatifs au Conseil de l'Europe
4. Adoption du projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'Environnement
[GME(2025)4]
5. Examen du projet de Plan d'Action afférant au projet de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'Environnement
[GME(2025)5]
6. Divers
7. Avant-projet d'ordre du jour, date et lieu de la 5^e réunion du GME
[GME(2025)OJ5prov]
8. Adoption du rapport abrégé
[GME(2025)AR4prov]

Annexe II - Liste des participant·es

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE	
ANDORRA / ANDORRE	Mr Carlos PUENTE GALINDO (online/en ligne) Legal Adviser - Third Secretary
ARMENIA / ARMENIE	Ms Ruzanna GRIGORYAN (online/en ligne) Head of International Cooperation Department of the Ministry of Environment of the Republic of Armenia
AUSTRIA / AUTRICHE	Mr Matthias KRESINGER (online/en ligne) Department for International Climate, Energy and Environmental Affairs Ministry for Climate Action Austria
AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN	Ms Rugiyya MALIKOVA Second Secretary, Department for Cooperation with International Human Rights Institutions, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Azerbaijan
BELGIUM / BELGIQUE	Ms Leen CHANET (online/en ligne) Legal and policy adviser
BOSNIA & HERZEGOVINA / BOSNIE & HERZEGOVINE	
BULGARIA / BULGARIE	Mr Kalin ILIEV Head of Department
CROATIA / CROATIE	
CYPRUS / CHYPRE	
CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Dr Pavel HLAVACEK Officer Department of International Relations, Ministry of Environment
DENMARK / DANEMARK	
ESTONIA / ESTONIE	Ms Merike LINNAMÄGI (online/en ligne) Advisor Biodiversity Conservation Department Ministry of the Climate
FINLAND / FINLANDE	Ms Charlotta VON TROIL (online/en ligne) Senior Ministerial Adviser, Legislative Affairs Ministry of the Environment Unit for International and EU Affairs
FRANCE	Ms Charlotte BLONDEL Legal Adviser at the Human Rights Sub-Directorate, Directorate of Legal Affairs, Ministry of Europe and Foreign Affairs

GEORGIA / GÉORGIE	Ms Lasha INAURI (online/en ligne) Head of the International Relations and European Integration Department
GERMANY / ALLEMAGNE	Mr Ralph WOLLMAN Presidential offices International Academy Transformation for Environment and Sustainability at UBA (TES Academy) German Environment Agency
GREECE / GRÈCE	Ms Maria DIAMANTOPOULOU Ambassador, Head of Directorate for the Protection of Environment, Climate Change and World Politics, Ministry of Foreign Affairs, Ms Aliko GKANA Rapporteur Legal Department Public International Law Section Ministry of Foreign Affairs
HUNGARY / HONGRIE	Dr Ágnes Anna GÁBOR-HOSSZÚ Head of Unit Department of Environmental Development and Strategy Ministry of Energy
ICELAND / ISLANDE	Ms Brynhildur SÖRENSEN (online/en ligne) Specialist
IRELAND / IRLANDE	Mr Andrew MALONE (online/en ligne) Department of Environment, Climate and Communications
ITALY / ITALIE	Ms Laura MESSINA (online/ en ligne) Official Ms Laura IACIFANO (online/ en ligne) Officer Ms Valeria GALANTI (online/ en ligne) Officer
LATVIA / LETTONIE	Ms Anita TOCA Climate Change Counsellor, Permanent Representation of Latvia to the European Union
LIECHTENSTEIN	Mr Fabian RITTER (online/ en ligne) Diplomatic Officer Mr Moritz RHEINBERGER (online/ en ligne) Legal Officer
LITHUANIA / LITUANIE	Ms Inga AKSAMITAUSKAITĖ Advisor of the Group of the Environment protection policy coordination at the Ministry of Environment of Lithuania

LUXEMBOURG	Mr Tom SCHRAM Head of the Directorate for European and International Affairs Ministry of Environment, Climate and Biodiversity
MALTA / MALTE	
REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Ms Mariana COVIC Head of Financial and administrative Direction Ministry of Environment
MONACO	Ms Céline IMPAGLIAZZO (online/ <i>en ligne</i>) Chargé de Mission Ms Margaux GIRARDIN Deputy to the Permanent Representative Mr Gabriel CHABERT Deputy to the Permanent Representative
MONTENEGRO	Mr Milos NIKOLIC Director for the OSCE and Council of Europe
NETHERLANDS / PAYS-BAS	Ms Michelle DUIN Legal Officer at the International Law Division Legal Affairs Department of the Ministry of Foreign Affairs
NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD	
NORWAY / NORVÈGE	Mr Terje Birkrem HOVLAND Research Coordinator Norwegian Ministry of Climate and Environment
POLAND / POLOGNE	
PORTUGAL / PORTUGAL	Ms Ana CASTELA RODRIGUES Senior Advisor Maria João TEIXEIRA (online/ <i>en ligne</i>) Senior Officer Ministry of Environment and Energy Ms Diana BRAS (online/ <i>en ligne</i>) Intern
ROMANIA / ROUMANIE	Ms Caterina NEAGU Adviser
SAN MARINO / SAINT MARIN	
SERBIA / SERBIE	Ms Anja KRUŠKA ŠARAC Deputy to the Permanent Representative

SLOVAK REPUBLIC / <i>RÉPUBLIQUE SLOVAQUE</i>	Ms Andrea POLASEKOVA Director of Legislative Affairs and Infringements
SLOVENIA / SLOVÉNIE	Ms Ana NOVAK (online/ <i>en ligne</i>) Head of Global Challenges Department
SPAIN / ESPAGNE	Ms Patricia MOLINA Collaboratrice
SWEDEN / SUÈDE	Ms Gabriella MODIN (online/ <i>en ligne</i>) Legal advisor, Ministry of Climate and Enterprise
SWITZERLAND / SUISSE	Mr Norbert BÄRLOCHER Head of the Rio Conventions Section, Federal Office for the Environment (OFEV)
TÜRKIYE	
UKRAINE / UKRAINE	Mr Pavlo IVANOV (online/ <i>en ligne</i>) Director of the Department of Nature Reserve Fund and Biodiversity Mr Yurii RASIUK (online/ <i>en ligne</i>) Head of the Division of Biosafety and Protection, Reproduction of Flora and Fauna of the Department of Nature Reserve Fund and Biodiversity Ms Maryna KOROBAN (online/ <i>en ligne</i>) Chief Specialist of the International Cooperation and International Technical Assistance Division of the Department of European Integration, International Cooperation and Circular Economy
UNITED KINGDOM / <i>ROYAUME-UNI</i>	Ms Isobel COOK (online/ <i>en ligne</i>) Human Rights and Environment Policy Lead, Human Rights Department FCDO, United Kingdom Ms Claire HORTON (online/ <i>en ligne</i>) Environmental rights team leader

PARTICIPANTS / **PARTICIPANTS**

COUNCIL OF EUROPE ENTITIES / **ENTITES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Parliamentary Assembly of the Council of Europe	Ms Aurora FLORIDIA Italy Member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development Mr Jacopo DOLBAN Parliamentary Assistant
Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe	
European Court of Human Rights	
Commissioner for Human Rights of the Council of Europe	
Conference of INGOs of the Council of Europe	Ms Ann HARRISON Climate Justice Researcher and Policy Advisor Amnesty International on behalf of the INGO Conference
Council of Europe Development Bank	

COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE / **COMITES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Bern Convention	Ms Merike LINNAMÄGI (also representative of Estonia) (online/ <i>en ligne</i>) Advisor Biodiversity Conservation Department Ministry of the Climate Outgoing Chair of the Bern Convention Standing Committee
Advisory Council on Youth / CCJ	Ms Agni GKOUTZIAMANI (online/ <i>en ligne</i>) Member of the CCJ

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS PERMANENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE

CANADA	
HOLY SEE / SAINT-SIÈGE	Mr Nicolas BAUER Représentant
JAPAN / JAPON	
MEXICO / MEXIQUE	Ms Eva PIZANO CEJKA Deputy to the Permanent Observer
UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	

NON-MEMBER STATES PARTIES TO THE BERN CONVENTION /
ETATS NON-MEMBRES MAIS PARTIES A LA CONVENTION DE BERNE

BURKINA FASO	
MOROCCO / MAROC	Dr Mostafa MADBOUHI (online/en ligne) Chef de la Division de la Diversité Biologique
SENEGAL / SÉNÉGAL	
TUNISIA / TUNISIE	Ms Sabria BNOUNI (online/ en ligne) Directrice Générale de la Coopération Internationale Ministère de l'Environnement Mr Heidi CHEBILI Directeur Général

INTERNATIONAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES

The United Nations and its agencies	OHCHR	Ms Nela CERNOTA (online/en ligne) Associate Human Rights Officer
	UNFCCC	
IUCN		Ms Agnes MICHELOT (online/en ligne) Professeure des universités, membre du Steering Committee WCEL IUCN

**OBSERVERS /
OBSERVATEURS**

Organisation	Nominated representative
World Wide Fund for Nature	
Youth and Environment Europe	Ms Emma PAGLIARUSCO (online/en ligne) Advocacy Coordinator at Youth and Environment Europe.
International Young Nature Friends	
ClientEarth	Ms Małgorzata KWIĘDACZ-PALOSZ (online/en ligne) Senior Lawyer
Greenpeace	Ms Maria Alejandra SERRA (online/en ligne) Legal Counsel Campaigns Mr Richard HARVEY (online/en ligne) Legal Counsel Campaigns Mr Mattia BOSIO (online/en ligne) EU Legal Counsel
Wild Legal	Mr Vincent DELBOS Membre Wild Legal, expert et magistrat honoraire Ms Marine CALMET President
Global Initiative to End Wildlife Crime	Ms Ana MOTAMAYOR (online/en ligne) Policy Advisor
Wildlife Justice Commission	
European network of national human rights institutions	
Amnesty International	Ms Ann HARRISON Climate Justice Researcher and Policy Advisor
International Commission of Jurists	
International Federation of Human Rights	Ms Lucia POSTERARO (online/en ligne) Business, Human Rights & Environment Desk
Center for International Environmental Law	Mr Sebastien DUYCK Senior Attorney
Global Network for Human Rights and the Environment	Ms Corina HERI (online/en ligne) Deputy Director for Europe

Green Rights Coalition	Ms Victoria LICHET (online/ <i>en ligne</i>) Executive Director Ms Andréa PAULUS (online/ <i>en ligne</i>) European Advocacy Associate
------------------------	---

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT

Name	Department
Ms Claire DUBOIS-HAMDI	Parliamentary Assembly of the Council of Europe Committee of Social Affairs, Public Health and Sustainable Development
Ms Aiste RAMANAUSKAITE	Parliamentary Assembly of the Council of Europe Committee of Social Affairs, Public Health and Sustainable Development
Mr Euan RODDIN	Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe Head of Statutory Activities Division
Ms Helena KRUDER	CDEDU Higher and further Education
Ms Katrin UERPMANN	CDENF Secretary of the Steering Committee for the Rights of the Child
Ms Magdalena BOCHIŃSKA (online/ <i>en ligne</i>)	CDENF Children's Rights Policies
Ms Eva PASTRANA	CDPC Head of the Criminal Law Division
Ms Vanessa LAUKANNEN	CDPC Project officer
Ms Victorine LOZACH	CDPC Study visitor
Mr Patrice WEBER	CPT Head of Communication and Information Unit

Ms Gioia SCAPPUCCI	ECSR Head of the Collective Complaints Division
Ms Diana BALANESCU	ECSR Collective Complaints Division
Ms Kamilé MICHAILOVSKYTĚ	ECSR Lawyer
Ms Flurina FREI	GEC Gender Equality Policy Advisor
Mr Krzysztof ZYMAN	EUR-OPA Executive Secretary
Ms Krystina JELINKOVA	Advisory Council on Youth / CCJ Youth Policy
Mr Rafael BENITEZ	Director of Social Rights, Health and Environment
Ms Elda MORENO	Special Advisor on Environment
Mr Gianluca SILVESTRINI	GME Secretary of the Ad hoc Multidisciplinary Group on the Environment
Mr Mikaël POUTIERS	GME Co-Secretary of the Ad hoc Multidisciplinary Group on the Environment
Ms Nino LATSABIDZE	GME Policy Advisor
Ms Jenny MITCALF	GME Administrative Support Assistant
Ms Irina SPOIALA	GME Administrative Assistant
Ms Lilas HEULLANT	GME Trainee

Annexe III

PROJET DE STRATEGIE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ENVIRONNEMENT

tel qu'adopté par le GME lors de sa 4^e réunion, du 10 au 12 mars 2025

Annexe IV

PROJET DE PLAN D'ACTION

dont le GME a pris note lors de sa 4^e réunion, du 10 au 12 mars 2025, et intégrant les suggestions supplémentaires transmises par écrit avant le 13 mars 2025

Annexe V - Avant-projet d'ordre du jour de la 5^e réunion du GME

2–4 décembre 2025
Conseil de l'Europe – Agora G03
(ouverture à 9h30 le mardi 2 décembre et clôture à 12h30 le jeudi 4 décembre 2025)

AVANT- PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion par la Présidente du GME
2. Adoption du rapport de la 4^e réunion du GME et de l'ordre du jour de la 5^e réunion
[GME(2025)R4prov, GME(2025)OJ5prov]
3. Développements relatifs au Conseil de l'Europe
 - 3.1. Suivi des décisions prises par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe suite à la session ministérielle de Luxembourg, 14 mai 2025
 - 3.2. Conférence ministérielle informelle marquant le 25^e anniversaire de la Convention du Conseil de l'Europe sur le paysage (Florence, 27-28 octobre 2025)
 - 3.3. Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques – COP30 (Belém, novembre 2025)
4. Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'Environnement
5. Discussion thématique « Désinformation climatique »
6. Divers
7. Adoption du rapport abrégé
[GME(2025)AR5prov]

Annexe VI - Rapport abrégé de la 4^e réunion du GME

4^e réunion
10–12 mars 2025

LISTE DES POINTS DISCUTES ET DES DECISIONS PRISES

RAPPORT ABRÉGÉ

1. Le Groupe Multidisciplinaire ad hoc sur l'Environnement (GME) tient sa 4^e réunion à Strasbourg du 10 au 12 mars 2025. Mme Maria DIAMANTOPOULOU préside la réunion.
2. Le GME adopte le rapport de la 3^e réunion du GME et l'ordre du jour de la 4^e réunion tel qu'il figure à l'Annexe I. La liste des participants figure à l'Annexe II.
1. Le GME prend note de la déclaration de M. Rafael BENITEZ, Directeur des Droit sociaux, de la Santé et de l'Environnement, sur les évolutions au sein du Conseil de l'Europe qui présentent un intérêt pour le GME, en particulier l'état d'élaboration des décisions relatives à l'environnement destinées à la session ministérielle du Comité des Ministres qui se tiendra à Luxembourg le 14 mai 2025.
2. Le GME examine et adopte le projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement tel qu'il figure à l'Annexe III et convient de le soumettre au Comité des Ministres conformément à son mandat.
3. Le GME examine un avant-projet de Plan d'action, prend note du fait que le texte est un document vivant et charge le Secrétariat de l'actualiser en tenant compte des commentaires exprimés lors la réunion et reçus par courrier électronique avant le jeudi 13 mars 2025. Il convient de transmettre le projet de Plan d'action tel qu'il figure à l'Annexe IV au Comité des Ministres conformément à son mandat.
4. Le GME décide de tenir sa 5^e réunion sous forme hybride, en ligne et à Strasbourg, du 2 au 4 décembre 2025, et adopte l'avant-projet d'ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe V. Le GME charge le Bureau de faire une proposition concernant la durée de la réunion.
5. Le GME adopte le présent rapport abrégé.